



PROJECT MUSE®

Les Français et les vacances by Bertrand Réau (review)

Johan Vincent

Le mouvement social, Numéro 250, janvier-mars 2015, pp. 120-122 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social



➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/576720>

tourisme et leur encadrement, notamment dans le cadre de la mondialisation. Le rôle des élites locales, des pouvoirs publics nationaux et d'institutions internationales comme l'UNESCO qui tente de définir ce que serait un « bon » et un « mauvais » tourisme, sont minutieusement décrits, à partir d'exemples divers tirés des travaux de recherche les plus récents.

Au terme de l'ouvrage, le tourisme apparaît comme « un grand récit », présenté comme « une modalité d'échange économique et culturel respectueuse des traditions des valeurs des sociétés visitées », autour de « l'idéologie d'une société mondiale unie par sa mobilité », que les sciences sociales doivent s'attacher à déconstruire. Ce petit livre donne des pistes pour le faire, car ce précieux état des lieux de la recherche constitue une courte mais excellente synthèse, stimulante intellectuellement.

Sylvain PATTIEU

Bertrand RÉAU. – *Les Français et les vacances*. Paris, CNRS Éditions, 2011, 235 pages. « Culture et Société ».

Les entrepreneurs de loisirs, longtemps cantonnés dans les travaux scientifiques au rôle du promoteur immobilier créateur/inventeur de site, font aujourd'hui l'objet d'études plus subtiles qui permettent d'en déterminer la diversité : entrepreneurs économiques et institutionnels pour Bertrand Larique², entrepreneurs culturels pour Jean-Yves Andrieux et Patrick Harismendy³... Bertrand Réau a choisi d'enquêter plus particulièrement sur le haut du panier : comment certains entrepreneurs maintiennent-ils dans les pratiques touristiques françaises, depuis un siècle, l'écart entre les différentes classes sociales ? L'ouvrage est inspiré de sa thèse, soutenue en 2005, qui portait sur le Club Méditerranée, mais les thématiques abordées dans le livre sont plus nombreuses et bénéficient de l'apport des travaux récents sur la question.

Bertrand Réau a décidé de remonter aux racines de la distinction dans les pratiques touristiques, à la fin du XIX^e siècle, quand la redéfinition des critères de la stratification sociale fait émerger de nouveaux réseaux. L'un d'entre eux est à l'origine du Touring Club de France (TCF), en 1890, d'abord association de cyclotouristes, puis lobby actif en faveur d'une structuration de l'activité touristique. Il faut remarquer qu'en matière de tourisme, entre les années 1880 et la Première Guerre mondiale, les changements sont nombreux : mutation des séjours balnéaires quasi exclusivement vers le divertissement après la découverte du microbe, professionnalisation des populations locales recevant des touristes, nombre croissant d'hôtels en Europe (après 1890), modernisation des villes touristiques (pour l'hygiène notamment), création de commissions patrimoniales (Commission du Vieux Paris, en 1897)... Ce contexte foisonnant est passé sous silence par l'auteur, par choix sans doute, car il en est de même pour le tournant des années 1960-1970, qu'illustre le choix par Terres d'aventure d'une promotion axée sur des médias en lien avec le « show-biz ».

Bertrand Réau a opté pour une étude des réseaux de l'intérieur et non pour une contextualisation globale, à l'exception de quelques graphiques. En suivant les parcours individuels, il tend donc à privilégier dans l'histoire du tourisme les ruptures.

2. B. LARIQUE, *L'économie du tourisme en France des années 1890 à la veille de la Seconde Guerre mondiale : organisation et développement d'un secteur économique*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de C. Bouneau, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 2006.

3. J.-Y. ANDRIEUX et P. HARISMENDY (dir.), *Initiateurs et entrepreneurs culturels du tourisme (1850-1950)*, actes du colloque de Saint-Brieuc, 2-4 juillet 2010, postface d'A. CROIX, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Chacun a essayé de se distinguer en proposant un nouveau produit, qui répond à ses besoins ou à ses envies, car les succès et les échecs exposés sont souvent l'œuvre de déclassés ou de parvenus à la recherche de plaisirs portés par l'air du temps. Les histoires des différents promoteurs permettent de comprendre les croisements des destins qui aboutissent aux créations d'organisations (associations ou entreprises) qui ont permis ou permettent aux Français – et en pratique à d'autres aussi – de profiter des vacances. C'est pourquoi certains propos peuvent sembler des digressions : on croit s'éloigner du sujet annoncé dans le titre de la partie, mais c'est pour mieux y revenir ; ainsi l'exemple des clubs de natation et des champions d'origine russe pour comprendre la genèse du Club Méditerranée et des Villages magiques, qui ont fusionné en 1956.

Par ce biais, l'auteur a mobilisé une multitude de connaissances sur des sujets variés, connectant les acteurs à un secteur du tourisme dont on voit bien qu'il n'est pas une extraction débranchée du monde réel – ce qui donne toute sa complexité à ce sujet d'étude. À la lecture du livre, à mesure que l'étude avance dans le siècle, on perçoit un changement dans la nature de l'encadrement : des professionnels, avec le TCF (quoique l'organisation ait aussi popularisé les premiers terrains de camping créés sous son égide, ce que Bertrand Réau ne mentionne pas, et c'est dommage), vers les masses, dont il n'entrevoit l'impact qu'après-guerre, ce qui est discutable. Ce glissement observé est en fait un peu faussé. L'intuition d'une prise en compte du TCF paraît bonne, son exploitation à partir d'une vision trop institutionnelle l'est hélas moins.

À partir des années 1960, la croissance du nombre des départs en vacances des Français fait craindre aux habitués du voyage l'envahissement par la foule. Un nouveau partage du territoire intervient alors : c'est le tourisme nomade, teinté d'aventure, pour les cadres supérieurs et professions libérales au temps de la libération post-soixante-huitarde ; la sédentarisation agrémentée d'éducation morale pour les classes populaires, dans le cadre du tourisme social – même si certains mouvements puisent leur force quelques décennies plus tôt.

Bertrand Réau constate qu'aujourd'hui, avec les outils technologiques disponibles, chacun peut être le créateur de ses vacances et porter ainsi sa propre distinction. Pourtant, près de 40 % des Français ne partent pas et des écarts importants dans les pratiques se mesurent quant à la fréquence et à la diversité des départs. L'auteur rejoint donc les conclusions de l'équipe MIT Tourisme (dont les travaux sont étonnamment absents de la riche bibliographie mobilisée) : on ne naît pas touriste, on le devient. S'appuyant sur le travail de Sylvain Pattieu⁴, il montre les difficultés d'un tourisme populaire pour les voyages à l'étranger. Pour les classes moyennes et supérieures, il exploite les enquêtes de terrain qu'il a réalisées dans les villages vacances familiaux et examine les nouveaux repères de sociabilité qui s'y mettent en place. Enfin, le tourisme « durable » ou « soutenable », nouvel avatar dans la gamme des offres depuis une quinzaine d'années, n'échappe pas à son analyse, même s'il l'entrevoit surtout sous la forme du tourisme solidaire et de façon plutôt superficielle ; ces dernières pages font plus office de conclusion avant la conclusion, avec une timide tentative de mise en perspective sur l'enchantement touristique, porteur de frustrations, qui tendrait maintenant à participer au désenchantement (français) du monde.

Grâce à cet ouvrage, Bertrand Réau retrace habilement les motivations des promoteurs du tourisme qui ont permis une diversification florissante de l'offre au XX^e siècle. En suivant au plus près les individus, il a fait le choix judicieux de

4. S. PATTIEU, *Tourisme et travail : de l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

montrer que pléthore d'offres n'induit pas popularisation des vacances mais croissance du nombre de départs, pratiqués par les mêmes et espérés par les autres – certains s'en détournant toutefois. Un renouvellement du capitalisme, en somme, dont l'auteur fait mention en conclusion, un capitalisme dans sa globalité, comme l'est le tourisme : économique, social, politique, identitaire...

Johan VINCENT

L'ÉTAT-PROVIDENCE À L'ÉPREUVE

Fabrice COLOMB. – *Les politiques de l'emploi (1960-2000). Sociologie d'une catégorie de politique publique.* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 226 pages. « Res Publica ».

Il existe aujourd'hui une abondante bibliographie sur les politiques de l'emploi. Le titre de l'ouvrage pourrait faire craindre une nouvelle tentative de synthèse sur un sujet rebattu. Tel n'est pas le cas : derrière un titre banal, il faut porter attention au sous-titre. L'auteur s'intéresse au processus social de production du référentiel élaboré, à partir du début des années 1960, pour légitimer l'émergence de cette catégorie nouvelle de l'intervention publique, puis qui s'est transformé avec l'expérience, selon les conjonctures, les priorités et les représentations concurrentes du fonctionnement des marchés du travail.

Une affirmation initiale engendre une drastique réduction du champ. L'auteur estime que les acteurs sociaux sont absents de ce processus. Il est, à ses yeux, commandé par une « élite décisionnaire » composée, pour l'essentiel, d'un petit nombre de hauts fonctionnaires, soit en position de responsabilité au sein de l'administration du travail ou du Commissariat général du plan, soit de passage dans les cabinets ministériels (Premier ministre, ministre chargé du Travail et de l'Emploi, ministre des Finances). Compte tenu de l'importance que revêt cette affirmation pour cibler le contenu de l'ouvrage, il aurait été utile qu'elle fasse l'objet d'un minimum de justification. Si les acteurs sociaux sont absents de l'analyse qui nous est proposée, on s'interroge sur le point de savoir dans quelle mesure ce traitement reflète la situation de l'époque ou un a priori de l'auteur. Par exemple, si celui-ci avait étudié le rôle que l'action sur la durée du travail a joué dans les choix de la politique de l'emploi, il aurait difficilement pu affirmer l'absence des acteurs sociaux dans la construction des catégories et des représentations. Logiquement, le centrage de l'attention sur l'élite décisionnaire s'accompagne du choix d'une « posture intentionnaliste » : il s'agit de « comprendre la construction des catégories non pas à partir du rôle des structures sociales sur la conduite d'agents, mais plutôt à partir des interactions entre les acteurs dans des situations données » (p. 21).

Dès lors que l'on accepte de se situer dans le cadre de ces options initiales, le choix de la méthode est justifié. Outre le dépouillement des sources classiques de documentation et d'archives, l'analyse s'appuie sur des entretiens approfondis menés avec trente-cinq membres de l'élite décisionnaire dont, par ailleurs, la trajectoire professionnelle ou politique est retracée en détail. Soulignons qu'il ne s'agit en rien d'isoler un bloc technocratique homogène. Bien au contraire, l'hétérogénéité et l'instabilité de la composition du groupe sont mises en évidence. Par ailleurs l'auteur, conscient des biais de la mémoire, ne propose pas une lecture naïve de ces entretiens, mais seulement leur utilisation pour éclairer les conditions de production des discours qui ont contribué à la prise de décision.